

*Ministère de la Justice*

Circulaire du 3 septembre 1993 concernant la modification du Code de la nationalité belge et les lois relatives à la naturalisation, p. 21114.

Ordre judiciaire, p. 21117. — Institut national de Criminalistique. Appel aux candidats, p. 21118.

*Ministère de la Prévoyance sociale*

Office national des Pensions. Vacance de l'emploi d'administrateur général et d'un emploi d'administrateur général adjoint. Appel aux candidats, p. 21119.

*Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique*

Circulaire n° 380 du 7 septembre 1993. Situation du membre du personnel de l'Etat requis comme juré d'assises, p. 21120.

*Exécutifs — Communauté française**Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation*

Université de Liège. Cours à conférer, p. 21120.

*Ministerie van Justitie*

Circulaire van 3 september 1993 betreffende de wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit en de wetten betreffende de naturalisatie, bl. 21114.

Rechterlijke Orde, bl. 21117. — Nationaal Instituut voor Criminalistiek. Oproep tot de kandidaten, bl. 21118.

*Ministerie van Sociale Voorzorg*

Rijksdienst voor Pensioenen. Vacante betrekkingen van administrateur-generaal en van een adjunct-administrateur-generaal. Oproep tot de kandidaten, bl. 21119.

*Ministerie van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken*

Omzendbrief nr. 380 van 7 september 1993. Toestand van het personeelslid van de Staat dat gevorderd wordt als gezworene van assisen, bl. 21120.

## LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

## MINISTÈRE DE LA JUSTICE

F. 93 — 2219

6 AOUT 1993. — Loi modifiant le Code de la nationalité belge et les lois relatives à la naturalisation (1)

## AU NOM DU PEUPLE BELGE

Nous, Ministres réunis en Conseil,

En vertu des pouvoirs qui nous sont conférés par l'article 79 de la Constitution;

Les Chambres ont adopté et Nous, Ministres réunis en Conseil, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Modification du Code de la nationalité belge*

Article 1<sup>er</sup>. L'article 5 du Code de la nationalité belge est abrogé.

Art. 2. Dans l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, du même Code, les mots « était ou avait été Belge de naissance » sont remplacés par les mots « était ou avait été Belge ».

(1) Session ordinaire 1990-1991.

Chambre des représentants.

*Documents parlementaires*. — Projet de loi n° 1768-1 du 1<sup>er</sup> octobre 1991.

Session extraordinaire 1991-1992.

Chambre des représentants.

*Documents parlementaires*. — Projet de loi n° 560-1 du 1<sup>er</sup> juillet 1992. — Amendements n°s 560-2 et 560-3. — Rapport n° 560-4 du 18 janvier 1993 de M. Swennen. — Texte adopté par la commission n° 560-5.

Session ordinaire 1992-1993.

Chambre des représentants.

*Annales parlementaires*. — Discussion et adoption. — Séance du 21 janvier 1993.

Sénat.

*Documents parlementaires*. — Projet de loi n° 626-1 du 21 janvier 1993. — Rapport n° 626-2 du 13 juillet 1993 de M. Pataer. — Amendements n° 626-3.

*Annales parlementaires*. — Discussion. — Séance du 19 juillet 1993. — Adoption. — Séance du 20 juillet 1993.

## MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 93 — 2219

6 AUGUSTUS 1993. — Wet tot wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit en van de wetten betreffende de naturalisatie (1)

## IN NAAM VAN HET BELGISCHE VOLK

Wij, Ministers in Raad verenigd,

Krachtens de macht die ons verleend wordt bij artikel 79 van de Grondwet;

De Kamers hebben aangenomen en Wij, in Raad verenigde Ministers, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit*

Artikel 1. Artikel 5 van het Wetboek van de Belgische nationaliteit wordt opgeheven.

Art. 2. In artikel 13, eerste lid, 3<sup>o</sup>, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « Belg door geboorte was of geweest was » vervangen door de woorden « Belg was of geweest was ».

(1) Gewone zitting 1990-1991.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

*Parlementaire bescheiden*. — Wetsontwerp nr. 1768-1 van 1 oktober 1991.

Buitengewone zitting 1991-1992.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

*Parlementaire bescheiden*. — Wetsontwerp nr. 560-1 van 1 juli 1992. — Amendementen nrs. 560-2 en 560-3. — Verslag nr. 560-4 van 18 januari 1993 door de heer Swennen. — Tekst aangenomen door de commissie nr. 560-5.

Gewone zitting 1992-1993.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

*Parlementaire Handelingen*. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 21 januari 1993.

Senaat.

*Parlementaire bescheiden*. — Wetsontwerp nr. 626-1 van 21 januari 1993. — Verslag nr. 626-2 van 13 juli 1993 door de heer Pataer. — Amendementen nr. 626-3.

*Parlementaire Handelingen*. — Bespreking. — Vergadering van 19 juli 1993. — Aanneming. — Vergadering van 20 juli 1993.

**Art. 3.** Dans l'article 14, alinéa 2, du même Code, les mots « était ou avait été Belge de naissance » sont remplacés par les mots « était ou avait été Belge ».

**Art. 4.** L'article 16, § 2, du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. 1° L'étranger qui contracte mariage avec un conjoint de nationalité belge ou dont le conjoint acquiert la nationalité belge au cours du mariage, peut, si les époux ont résidé ensemble en Belgique pendant au moins trois ans et tant que dure la vie commune en Belgique, acquérir la nationalité belge par déclaration faite et agréée conformément à l'article 15.

2° L'étranger qui contracte mariage avec un conjoint de nationalité belge ou dont le conjoint acquiert la nationalité belge au cours du mariage, peut, si les époux ont résidé ensemble en Belgique pendant au moins trois ans et tant que dure la vie commune en Belgique, acquérir la nationalité belge par déclaration faite et agréée conformément à l'article 15, à condition qu'au moment de la déclaration, il ait été autorisé ou admis, depuis au moins trois ans, à séjourner plus de trois mois ou à s'établir dans le Royaume.

3° Le refus de l'agrément prévu au 1° et 2° ne rend pas irrecevable une déclaration ultérieure.

4° Peut être assimilée à la vie commune en Belgique, la vie commune en pays étranger lorsque le déclarant prouve qu'il a acquis des attaches véritables avec la Belgique.

**Art. 5.** L'article 18, alinéa 2, du même Code est abrogé.

**Art. 6.** A l'article 19, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code le mot « ordinaire » est supprimé.

**Art. 7.** L'article 20 du même Code est abrogé.

**Art. 8.** L'article 24, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Celui qui a perdu la nationalité belge autrement que par déchéance peut, par une déclaration faite et agréée conformément à l'article 15, la recouvrer aux conditions qu'il soit âgé d'au moins dix-huit ans et qu'il ait eu sa résidence principale en Belgique pendant les douze mois qui précèdent la déclaration. »

## CHAPITRE II. — *Autres dispositions modificatives*

### *Section 1<sup>re</sup>. — Modification du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe*

**Art. 9.** A l'article 238, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, modifié par la loi du 22 décembre 1989, le mot « ordinaire » est supprimé.

L'article 239 du même Code, modifié par la loi du 22 décembre 1989, est abrogé.

L'article 241 du même Code, modifié par la loi du 28 juin 1984, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 241. — Le droit prévu à l'article 238 est acquitté préalablement à l'introduction de la demande de naturalisation.

Ce droit est restitué si le demandeur obtient la naturalisation avec exemption du droit; la moitié de ce droit est restituée lorsque le demandeur prouve par attestation délivrée par le Ministre de la Justice qu'il n'a pas obtenu la naturalisation. »

### *Section 2. — Modification de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales*

**Art. 10.** Dans l'article 23, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales, les mots « Etre Belge de naissance ou avoir obtenu la grande naturalisation » sont remplacés par les mots « Etre Belge ».

### *Section 3. — Modification d'autres dispositions*

**Art. 11.** Dans l'article 13, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 1926 instituant un conseil d'enquête maritime, les mots « Ne peuvent être nommés à ces fonctions, que les citoyens belges de naissance ou par l'effet de la grande naturalisation » sont remplacés par les mots « Nul ne peut être nommé à ces fonctions s'il n'est Belge ».

Dans l'article 14, alinéa 2, de la même loi, les mots « s'il n'est Belge de naissance ou par l'effet de la grande naturalisation » sont remplacés par les mots « s'il n'est Belge ».

A l'article 15, alinéa 2, de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « Nul ne peut remplir les fonctions de greffier s'il n'est Belge de naissance ou par l'effet de la grande naturalisation » sont remplacés par les mots « Nul ne peut remplir les fonctions de greffier s'il n'est Belge »;

**Art. 3.** In artikel 14, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « Belg door geboorte was of geweest was » vervangen door de woorden « Belg was of geweest was ».

**Art. 4.** Artikel 16, § 2, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. 1° De vreemdeling die huwt met een Belg of wiens echtgenoot gedurende het huwelijk de Belgische nationaliteit verkrijgt kan, indien de echtgenoten gedurende ten minste drie jaar in België samen hebben verbleven en zolang zij in België samenleven, door een overeenkomstig artikel 15 afgelegde en ingewilligde verklaring de staat van Belg verkrijgen.

2° De vreemdeling die huwt met een Belg of wiens echtgenoot gedurende het huwelijk de Belgische nationaliteit verkrijgt kan, indien de echtgenoten gedurende ten minste zes maanden in België samen hebben verbleven en zolang zij in België samenleven, door een overeenkomstig artikel 15 afgelegde en ingewilligde verklaring de staat van Belg verkrijgen, op voorwaarde dat hij op het ogenblik van de verklaring, sedert ten minste drie jaar, gemachtigd of toegelaten werd tot een verblijf van meer dan drie maanden of om zich te vestigen in het Rijk.

3° De in 1° en 2° bedoelde weigering van inwilliging maakt een latere verklaring niet onontvankelijk.

4° Samenleven in het buitenland kan worden gelijkgesteld met samenleven in België, wanneer de belanghebbende bewijst dat er tussen hem en België een werkelijke band is ontstaan.

**Art. 5.** Artikel 18, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

**Art. 6.** In artikel 19, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt het woord « gewone » geschrapt.

**Art. 7.** Artikel 20 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

**Art. 8.** Artikel 24, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Hij die de Belgische nationaliteit anders dan door vervallenverklaring heeft verloren, kan ze door een overeenkomstig artikel 15 afgelegde en ingewilligde verklaring herkrijgen onder de voorwaarden dat hij ten minste achttien jaar oud is en dat hij gedurende de twaalf maanden die aan de verklaring voorafgaan zijn hoofdverblijf in België heeft gehad. »

## HOOFDSTUK II. — *Andere wijzigingsbepalingen*

### *Afdeling 1. — Wijziging van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten*

**Art. 9.** In artikel 238, eerste lid, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, gewijzigd bij de wet van 22 december 1989, wordt het woord « gewone » geschrapt.

Artikel 239 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 22 december 1989, wordt opgeheven.

Artikel 241 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 28 juni 1984, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 241. — Het bij artikel 238 bepaalde recht wordt voor de indiening van de naturalisatieaanvraag gekweten.

Dit recht wordt terugbetaald als de belanghebbende de naturalisatie met vrijstelling van het recht verkrijgt; de helft van dit recht wordt terugbetaald als de belanghebbende het bewijs levert, door middel van een verklaring afgegeven door de Minister van Justitie, dat hij de naturalisatie niet heeft verkregen. »

### *Afdeling 2. — Wijziging van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen*

**Art. 10.** In artikel 23, eerste lid, 1°, van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen worden de woorden « Belg zijn door geboorte of grote naturalisatie hebben verkregen » vervangen door de woorden « Belg zijn ».

### *Afdeling 3. — Wijziging van andere bepalingen*

**Art. 11.** In artikel 13, tweede lid, van de wet van 30 juli 1926 tot instelling van een onderzoekraad voor de scheepvaart, worden de woorden « Niemand kan tot deze functies benoemd worden, tenzij hij geboren Belg is of Belg geworden is door grote naturalisatie » vervangen door de woorden « Niemand kan tot deze functies benoemd worden, tenzij hij Belg is ».

In artikel 14, tweede lid, van dezelfde wet, worden de woorden « tenzij hij geboren Belg is of de grote naturalisatie heeft verkregen » vervangen door de woorden « tenzij hij Belg is ».

In artikel 15, tweede lid, van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « Niemand mag het ambt van griffier waarnemen tenzij hij geboren Belg is, of Belg geworden is door de grote naturalisatie » worden vervangen door de woorden « Niemand mag het ambt van griffier waarnemen tenzij hij Belg is »;

2° les mots « Nul ne peut être nommé greffier adjoint s'il n'est Belge de naissance ou par l'effet de la grande naturalisation » sont remplacés par les mots « Nul ne peut être nommé greffier adjoint s'il n'est Belge ».

Dans l'article 16, alinéa 3, de la même loi, les mots « s'il n'est Belge de naissance ou par l'effet de la grande naturalisation » sont remplacés par les mots « s'il n'est Belge ».

**Art. 12.** Dans l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de la loi du 5 mai 1936 fixant le statut des capitaines de port, les mots « Etre Belges de naissance ou par la grande naturalisation » sont remplacés par les mots « Etre Belges ».

**Art. 13.** L'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 5 février 1947 organisant le statut des étrangers prisonniers politiques, modifié par la loi du 28 juin 1984, est remplacé par la disposition suivante :

« Les étrangers bénéficiaires de la présente loi peuvent introduire une demande de naturalisation sans que la condition de résidence prévue à l'article 19 du Code de la nationalité belge leur soit applicable. »

**Art. 14.** L'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 21 juin 1960 portant statut des militaires qui ont effectué du service pendant la guerre 1940-1945 dans les forces belges en Grande-Bretagne, modifié par la loi du 28 juin 1984, est remplacé par la disposition suivante :

« Les étrangers bénéficiaires de la présente loi peuvent introduire une demande de naturalisation sans que la condition de résidence prévue à l'article 19 du Code de la nationalité belge leur soit applicable. »

#### CHAPITRE III. — Dispositions transitoires et finales

**Art. 15.** L'article 26 du Code de la nationalité belge est complété par les paragraphes suivants :

« § 4. Les demandes de grande naturalisation ou de naturalisation ordinaire qui ont été introduites avant l'entrée en vigueur du présent Code, sur la base des articles 12 et 13 des lois sur l'acquisition, la perte et le recouvrement de la nationalité coordonnées le 14 décembre 1932 et modifiées par les lois des 21 mai 1951, 22 décembre 1961, 17 mars 1964, 2 avril 1965 et 10 octobre 1967, sont présu- mées relatives à la naturalisation.

§ 5. Il en va de même pour les demandes de naturalisation ordinaire ou de grande naturalisation, qui ont été introduites sur la base des dispositions antérieures applicables des articles 19 et 20 du présent code avant l'entrée en vigueur de la loi du 6 août 1993 modifiant le Code de la nationalité belge et les lois relatives à la naturalisation.

§ 6. Les demandes de grande naturalisation qui ont été introduites avant l'entrée en vigueur de la loi du 6 août 1993 modifiant le Code de la nationalité belge et les lois relatives à la naturalisation par des demandeurs qui possédaient la nationalité belge par naturalisation ordinaire ou par déclaration souscrite en vertu de l'article 16 du présent code ou par une femme devenue Belge par mariage avec un Belge sur la base des dispositions légales applicables antérieurement ou du fait de l'acquisition ou de recouvrement de son mari de la nationalité belge, sont caduques.

Le droit d'enregistrement acquitté par le demandeur sera restitué moyennant la production d'une attestation, délivrée par le Ministre de la Justice, certifiant que la demande de naturalisation est caduque.

§ 7. Les déclarations qui ont été souscrites avant l'entrée en vigueur de la loi du 6 août 1993 modifiant le Code de la nationalité belge et les lois relatives à la naturalisation, sur base de la disposition antérieurement applicable de l'article 16, § 2, du présent Code, restent soumises à cette disposition. »

**Art. 16.** L'article 27 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 27. — Les personnes ayant obtenu la grande naturalisation ou la naturalisation ordinaire sont considérées comme ayant acquis la nationalité belge par naturalisation.

Les personnes devenues Belges avant l'entrée en vigueur de la loi du 6 août 1993 modifiant le Code de la nationalité belge et les lois relatives à la naturalisation par naturalisation ou par déclaration souscrite en vertu de l'article 16 du présent Code, ainsi que les femmes devenues Belges sur la base des dispositions légales applicables antérieurement, par mariage avec un Belge ou du fait de

2° de woorden « Niemand kan tot toegevoegd griffier benoemd worden, tenzij hij geboren Belg is of Belg geworden is door de grote naturalisatie » worden vervangen door de woorden « Niemand kan tot toegevoegd griffier benoemd worden, tenzij hij Belg is ».

In artikel 16, derde lid, van dezelfde wet, worden de woorden « tenzij hij geboren Belg is of Belg geworden is door de grote naturalisatie » vervangen door de woorden « tenzij hij Belg is ».

**Art. 12.** In artikel 4, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wet van 5 mei 1936 tot vaststelling van het statuut van de havenkapiteins, worden de woorden « Belg zijn door geboorte of door de grote naturalisatie » vervangen door de woorden « Belg zijn ».

**Art. 13.** Artikel 2, eerste lid, van de wet van 5 februari 1947 houdende het statuut van de buitenlanders politieke gevangenen, gewijzigd bij de wet van 28 juni 1984, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De op de toepassing van deze wet gerechtigde vreemdelingen kunnen een verzoek om naturalisatie indienen, zonder dat de voorwaarde inzake verblijf, bepaald bij artikel 19 van het Wetboek van de Belgische nationaliteit, op hen wordt toegepast. »

**Art. 14.** Artikel 13, eerste lid, van de wet van 21 juni 1960 houdende statuut van de militairen die tijdens de oorlog 1940-1945 in de Belgische Strijdkrachten in Groot-Brittannië gediend hebben, gewijzigd bij de wet van 28 juni 1984, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De op de toepassing van deze wet gerechtigde vreemdelingen kunnen een verzoek om naturalisatie indienen, zonder dat de voorwaarde inzake verblijf, bepaald bij artikel 19 van het Wetboek van de Belgische nationaliteit, op hen wordt toegepast. »

#### HOOFDSTUK III. — Slot- en overgangsbepalingen

**Art. 15.** Artikel 26 van het Wetboek van de Belgische nationaliteit wordt aangevuld met de volgende paragrafen :

« § 4. Verzoeken om grote of gewone naturalisatie die vóór de inwerkingtreding van dit Wetboek zijn ingediend op grond van de artikelen 12 en 13 van de wetten op de verkrijging, het verlies en de herkrijging van de nationaliteit, gecoördineerd op 14 december 1932 en gewijzigd bij de wetten van 21 mei 1951, 22 december 1961, 17 maart 1964, 2 april 1965 en 10 oktober 1967, worden geacht verzoeken om naturalisatie te betreffen.

§ 5. Hetzelfde geldt voor verzoeken om gewone of grote naturalisatie, die vóór de inwerkingtreding van de wet van 6 augustus 1993 tot wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit en van de wetten betreffende de naturalisatie werden ingediend op grond van de vroeger toepasselijke bepalingen van de artikelen 19 en 20 van dit Wetboek.

§ 6. De aanvragen om grote naturalisatie die vóór de inwerkingtreding van de wet van 6 augustus 1993 tot wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit en van de wetten betreffende de naturalisatie werden ingediend door de aanvragers, die de Belgische nationaliteit bezaten als gevolg van gewone naturalisatie of een verklaring afgelegd krachtens artikel 16 van dit Wetboek, of door een vrouw die op grond van de vroeger toepasselijke wetsbepalingen Belg is geworden bij haar huwelijk met een Belg of als gevolg van de verkrijging of herkrijging van de Belgische nationaliteit door haar man, vervallen.

Het door de aanvrager gekweten registratierecht wordt terugbetaald mits een verklaring wordt voorgelegd, afgeleverd door de Minister van Justitie, waarin wordt bevestigd dat het verzoek om naturalisatie vervallen is.

§ 7. Verklaringen die vóór de inwerkingtreding van de wet van 6 augustus 1993 tot wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit en van de wetten betreffende de naturalisatie werden afgelegd op grond van de vroeger toepasselijke bepaling van artikel 16, § 2, van dit Wetboek blijven onderworpen aan die bepaling. »

**Art. 16.** Artikel 27 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 27. — De personen die de grote of gewone naturalisatie hebben verkregen, worden geacht de Belgische nationaliteit te hebben verkregen door naturalisatie.

De personen die vóór de inwerkingtreding van de wet van 6 augustus 1993 tot wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit en van de wetten betreffende de naturalisatie Belg zijn geworden door de naturalisatie of door verklaring afgelegd krachtens artikel 16 van dit Wetboek en de vrouwen die op grond van de vroeger toepasselijke wetsbepalingen Belg zijn geworden bij hun

l'acquisition ou du recouvrement de la nationalité belge par leur mari, acquièrent automatiquement les droits et obligations liés à la nationalité belge, sans qu'il puisse leur être opposé qu'elles n'avaient pas acquis la qualité de Belge de naissance. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 6 août 1993.

Le Premier Ministre,  
J.-L. DEHAENE

Le Vice-Premier Ministre et Ministre  
des Communications et des Entreprises publiques,  
G. GOEME

Le Vice-Premier Ministre et  
Ministre des Affaires étrangères,  
W. CLAES

Le Vice-Premier Ministre et Ministre  
de la Justice et des Affaires économiques,  
M. WATHELET

Le Ministre des Finances,  
Ph. MAYSTADT

Le Ministre de la Politique scientifique,  
J.-M. DEHOUSSE

Le Ministre du Commerce extérieur, et  
Ministre des Affaires européennes,  
R. URBAIN

Le Ministre des Pensions,  
F. WILLOCKX

Le Ministre de l'Intérieur  
et de la Fonction publique,  
L. TOBBACK

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,  
chargé de la Politique d'égalité des chances  
entre hommes et femmes,  
M. SMET

Le Ministre des Petites et Moyennes  
Entreprises et de l'Agriculture,  
A. BOURGEOIS

Le Ministre de la Défense nationale,  
L. DELCROIX

Le Ministre du Budget,  
M. OFFECIERS-VAN DE WIELE

Le Ministre des Affaires sociales,  
B. ANSELME

Le Ministre de l'Intégration sociale,  
de la Santé publique et de l'Environnement,  
M. DE GALAN

Scellé du sceau de l'Etat :  
Le Ministre de la Justice,  
M. WATHELET

#### MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

F. 93 — 2220

16 JUILLET 1993. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 6 avril 1979 relatif aux ensembles et sous-ensembles de mesurage de liquides autres que l'eau

BAUDOUIN, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 juin 1970 sur les unités, étalons et instruments de mesure, notamment les articles 15, § 2, 22, 23, 30 modifié par la loi du 21 février 1986 et 35, alinéa 2;

huwelijk met een Belg of wegens de verkrijging of her verkrijging van de Belgische nationaliteit door hun man, verwerven automatisch de rechten en plichten verbonden aan de staat van Belg, zonder dat hen kan worden tegengeworpen dat zij niet de hoedanigheid van Belg door geboorte hadden verworven. »

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 6 augustus 1993.

De Eerste Minister,  
J.-L. DEHAENE

De Vice-Eerste Minister en Minister  
van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven,  
G. GOEME

De Vice-Eerste Minister en  
Minister van Buitenlandse Zaken,  
W. CLAES

De Vice-Eerste Minister en Minister  
van Justitie en Economische Zaken,  
M. WATHELET

De Minister van Financiën,  
Ph. MAYSTADT

De Minister van Wetenschapsbeleid,  
J.-M. DEHOUSSE

De Minister van Buitenlandse Handel, en  
Minister van Europese Zaken,  
R. URBAIN

De Minister van Pensioenen,  
F. WILLOCKX

De Minister van Binnenlandse Zaken  
en Ambtenarenzaken,  
L. TOBBACK

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
belast met het Beleid van gelijke kansen  
voor mannen en vrouwen,  
M. SMET

De Minister van de Kleine en Middelgrote  
Ondernemingen en Landbouw,  
A. BOURGEOIS

De Minister van Landsverdediging,  
L. DELCROIX

De Minister van Begroting,  
M. OFFECIERS-VAN DE WIELE

De Minister van Sociale Zaken,  
B. ANSELME

De Minister van Maatschappelijke Integratie,  
Volksgezondheid en Leefmilieu,  
M. DE GALAN

Met 's Lands zegel gezegeld :  
De Minister van Justitie,  
M. WATHELET

#### MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 93 — 2220

16 JULI 1993. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 6 april 1979 betreffende meetinstallaties en gedeeltelijke meetinstallaties voor andere vloeistoffen dan water

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 16 juni 1970 betreffende de meeteenheden, de meetstandaarden en de meetwerktuigen, inzonderheid op de artikelen 15, § 2, 22, 23, 30 gewijzigd bij de wet van 21 februari 1986 en 35, tweede lid;